



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DES VOSGES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'Environnement et des
Risques
Bureau de la Prévention des Risques

**Arrêté n° 41/2013/DDT
portant prescription du Plan de Prévention du risque « inondation » (PPRi)
concernant les crues de la Saône et de deux de ses affluents
(les ruisseaux du Bois le Comte et de l'Ourche), sur les communes de :
Belrupt, Bonvillet, Darney, Attigny, Claudon, Monthureux-sur-Saône, Godoncourt, Saint-
Julien, Fignevelle, Les Thons, Lironcourt, Grignoncourt et Châtillon-sur-Saône**

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement, art. L 562-1 à L 562-8 et ses articles L. 122-17 et L 122-18 ;
- Vu le code de l'urbanisme, art. L 126-1, L 443-2, R 123-24, R 126-1 ;
- Vu le code de la construction et de l'habitation, art. L 126-1 ;
- Vu la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;
- Vu la loi 95-101 du 2 février 1995 modifiée relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- Vu la loi n° 2003/699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
- Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile ;
- Vu la loi sur l'eau n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, modifié ;
- Vu le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 ;
- Vu le décret du 22 février 2013 nommant Monsieur Gilbert PAYET, Préfet des Vosges ;

Vu la circulaire du 2 février 1994 relative aux dispositions à prendre en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones inondables (non parue au J.O.) ;

Vu la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables, et son annexe sur les inondations de plaine ;

Vu le SDAGE (Schéma Directeur D'aménagement et de Gestion des Eaux) Rhône-Méditerranée, approuvé le 20 novembre 2009 ;

Vu l'arrêté n°2001/804 du 14 mars 2001 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention du risque inondation sur les communes Bonvillet, Darney, Attigny, Claudon, Monthureux-sur-Saône et Fignevelle ;

Vu l'arrêté DREAL-88PCE13PL09 du 24 mai 2013 portant décision d'examen au par cas en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est nécessaire de rendre continue la section de la Saône devant être pourvue d'un PPRI ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} - L'établissement d'un Plan de Prévention des Risques naturel "inondation" (PPRI) est prescrit dans les communes figurant dans le tableau ci-dessous.

Pour les communes de Bonvillet, Darney, Attigny, Claudon, Monthureux-sur-Saône et Fignevelle cette nouvelle prescription annule et remplace celle définie par l'arrêté préfectoral n°804 du 14 mars 2001.

BELRUPT	Prescrit par arrêté n°41/2013
BONVILLET	Le présent arrêté de prescription (n°41/2013) annule et remplace celui prescrit par arrêté n°2001/804 du 14 mars 2001.
DARNEY	Le présent arrêté de prescription (n°41/2013) annule et remplace celui prescrit par arrêté n°2001/804 du 14 mars 2001.
ATTIGNY	Le présent arrêté de prescription (n°41/2013) annule et remplace celui prescrit par arrêté n°2001/804 du 14 mars 2001.
CLAUDON	Le présent arrêté de prescription (n°41/2013) annule et remplace celui prescrit par arrêté n°2001/804 du 14 mars 2001.
MONTHUREUX-SUR-SAONE	Le présent arrêté de prescription (n°41/2013) annule et remplace celui prescrit par arrêté n°2001/804 du 14 mars 2001.
GODONCOURT	Prescrit par arrêté n°41/2013
SAINT-JULIEN	Prescrit par arrêté n°41/2013
FIGNEVELLE	Le présent arrêté de prescription (n°41/2013) annule et remplace celui prescrit par arrêté n°2001/804 du 14 mars 2001.
LES THONS	Prescrit par arrêté n°41/2013
LIRONCOURT	Prescrit par arrêté n°41/2013
GRIGNONCOURT	Prescrit par arrêté n°41/2013
CHATILLON-SUR-SAONE	Prescrit par arrêté n°41/2013

Cette prescription rend continue la section de la Saône devant être pourvue d'un PPRI.

Article 2 – Le périmètre mis à l'étude correspond au secteur délimité par 13 plans de situation annexés au présent arrêté ;

Article 3 – La Direction Départementale des Territoires est chargée de l'instruction du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Saône sur les communes de Belrupt, Bonvillet, Darney, Attigny, Claudon, Monthureux-sur-Saône, Saint-Julien, Godoncourt, Les Thons, Fignevelle, Lironcourt, Grignoncourt et Châtilhon-sur-Saône ;

Article 4 – La concertation effectuée auprès de l'ensemble des personnes concernées (élus, population...) se fera par :

- l'envoi d'un document à la commune donnant des informations sur les PPRI (objet, composition, étapes successives) ;
- des réunions avec les élus concernés par le PPRI de l'ensemble des communes de la Saône sur Belrupt, Bonvillet, Darney, Attigny, Claudon, Monthureux-sur-Saône, Saint-Julien, Godoncourt, Les Thons, Fignevelle, Lironcourt, Grignoncourt et Châtilhon-sur-Saône pour la mise au point du zonage des risques et pour le contenu des prescriptions réglementaires ;
- la fourniture d'informations sur le PPRI, destinées à être publiées dans le bulletin municipal des mairies qui le souhaitent ;

Article 5 – Le présent arrêté est notifié aux maires des 13 communes concernées ainsi qu'aux sièges des communautés de communes du Pays de la Saône Vosgienne et du Pays de Saône et Madon. Il fera l'objet d'un affichage pendant un mois dans ces 13 communes et au siège des communautés de communes concernées ;

Article 6 – Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département des Vosges ;

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Epinal, le **5 JUIN 2013**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Vincent BERTON

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.